La courbe du chômage ne s'est pas inversée

Stéphane Auray, Nicolas Lepage-Saucier

▶ **To cite this version:**

Stéphane Auray, Nicolas Lepage-Saucier. La courbe du chômage ne s'est pas inversée. LIEPP Policy Brief, 2014, 9, 10.25647/liepp.pb.09 . hal-01053725

HAL Id: hal-01053725

https://sciencespo.hal.science/hal-01053725

Submitted on 1 Aug 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

LIEPP policybrief

#9
janvier 2014

La courbe du chômage ne s'est pas inversée

par **Stéphane Auray** et **Nicolas Lepage-Saucier***

stephane.auray@gmail.com

Stéphane Auray est docteur en économie de l'Université de Toulouse 1. Il est Professeur des Universités à l'ULCO et détaché à l'Ensai. Il est membre du CREST et du LIEPP ainsi que de la Chaire "Sécurisation des Parcours Professionnels".

nicolas.lepage@gmail.com

Nicolas Lepage-Saucier est docteur en économie de Sciences Po (Paris) et de l'Université du Québec à Montréal. Il est assistant professeur à l'Ensai et est membre du CREST et du LIEPP.

Les auteurs remercient Guillaume Wilemme pour son excellent travail d'assistant de recherche.

RÉSUMÉ

Les chiffres publiés par la Dares le 27 janvier 2014 confirment que 2013 ne s'est pas terminée avec l'inversion espérée de la courbe de chômage. Au contraire, les indicateurs étudiés ne s'améliorent pas. Le chômage est toujours en hausse et il affecte tous les groupes d'âge et les sexes, à l'exception du taux de chômage des hommes de 15-24 ans pour lesquels on observe une réduction au cours des deux premiers trimestres de 2013. La croissance constante du chômage de longue durée est particulièrement inquiétante. Le taux mensuel de sortie du chômage est demeuré très bas et stable autour de 10% en 2013. Ainsi, on peut espérer une stabilisation du chômage pour le début de 2014, mais une inversion significative de la courbe semble improbable à court terme. Les offres d'emploi collectées et satisfaites de Pôle emploi ont constamment diminué depuis janvier 2012, sauf au cours des six derniers mois où la situation s'est légèrement améliorée en termes d'offres collectées ce qui laisse entrevoir une reprise possible si la tendance se confirme. Enfin en 2013, le taux de croissance de l'emploi était en baisse ou stable dans presque tous les secteurs d'activité.

EXECUTIVE SUMMARY

The last statistics published by Dares on January 27th, 2014 confirm that 2013 did not end with the highly anticipated inversion of the unemployment curve. On the contrary, the indicators that are investigated show little signs of improve. Unemployment is still on the rise for almost all age groups and sexes (except for men between age 15-24 during the fist two quarters of 2013) and the rapid growth of long term unemployment is especially worrying. The monthly rate of exit from unemployement remained very low in 2013, around 10%. Thus, we can probably hope for a stabilization of unemployment during the first months of 2014, but a significant inversion of the unemployment curve seems unlikely in the short run. As for job offers collected by Pôle emploi, they have been constantly diminishing since 2012, with the exception of the last six months, which would be a case for optimism if this trend continues. Finally, in 2013, the growth rate of employment decreased or remained stable in almost all major activity sectors.

Après six ans de faible performance économique en Europe et en France, les politiques de soutien à l'emploi et la formation portent-t-elles enfin leurs fruits? Ce policy brief vise à faire le point sur les tendances récentes du chômage et de l'emploi à l'aide des derniers chiffres des listes de pôle emploi et de l'enquête emploi de l'Insee.

Nous nous intéressons en premier lieu à l'évolution des taux du chômage en tentant de réconcilier la mesure du taux de chômage fournie par l'enquête emploi et celle qu'on peut calculer grâce aux listes d'inscrits à Pôle emploi (voir Durieux et al. (2007) pour une discussion sur le calage des deux séries).

Nous faisons aussi le point sur la composition des stocks de chômeurs en fonction de leur catégorie, de la longueur de leur recherche ainsi que les nouvelles offres d'emploi et l'évolution des emplois dans les principaux secteurs d'activité.

Comme le montre la figure 1, après l'importante baisse du chômage d'environ 4 points de 1997 à 2008, partiellement annulée par la crise, la situation du chômage ne s'est pas améliorée depuis 2011. Au contraire, la tendance générale du chômage est à la hausse.

Pour avoir un portrait précis de la situation, la figure 1 présente l'évolution trimestrielle du taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) pour la France métropolitaine en utilisant deux sources de données : l'enquête emploi trimestrielle de l'Insee et les listes mensuelles de Pôle emploi. L'enquête

** Les auteurs adhèrent à la charte de déontologie du LIEPP, disponible en ligne, et n'ont déclaré aucun conflit d'intérêt potentiel.*

Figure 1 : Taux de chômage, Enquête emploi / Pôle emploi

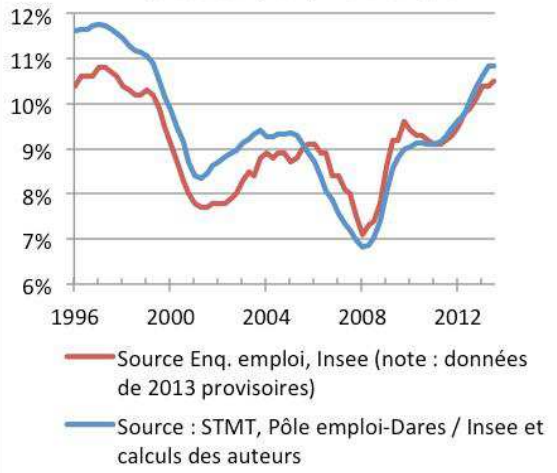
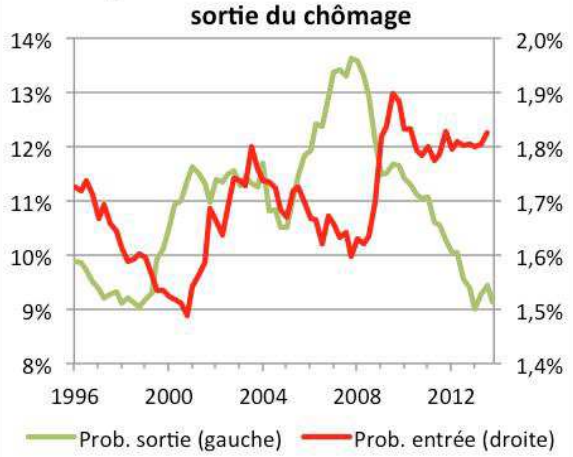


Figure 2 : Probabilité d'entrée et de sortie du chômage



Source : STMT, Pôle emploi-Dares et calcul des auteurs

emploi de l'Insee permet de calculer directement le taux de chômage selon le BIT. Notre seconde mesure est la moyenne trimestrielle des demandeurs inscrits dans les listes de Pôle emploi de catégorie A (sans travail, en recherche active d'emploi), divisée par la population active : les chômeurs de catégorie A + l'emploi total tiré de la série d'emploi intérieur des comptes trimestriels de l'Insee (base 2005).[1] L'intérêt de cette mesure est qu'elle est disponible plus rapidement que celle de l'enquête emploi et fournit un instantané utile sur l'évolution du marché du travail.

Les deux mesures s'accordent plutôt bien, surtout à partir de 2010, ce qui est encourageant sachant les multiples facteurs qui pourraient causer une divergence.[2] Ainsi, au deuxième trimestre de 2013, le taux de chômage atteignait 10,5% selon l'enquête emploi de l'Insee (chiffre provisoire), et 10,8% selon notre calcul basé sur les listes de Pôle emploi.

Stagnation des entrées dans le chômage, baisse des sorties

Pour mieux comprendre l'évolution récente du chômage, nous portons notre attention sur l'évolution des flux de travailleurs entre l'emploi et le chômage, en utilisant la méthodologie de Dubois, Hairault et Le Barbanchon (2011) qui appliquent au contexte français l'analyse de Shimer (2005). Ainsi, nous calculons le flux mensuel de sortie de chômage comme la moyenne trimestrielle des travailleurs sortant des listes de pôle emploi (cat. A, B, C)[3] chaque mois divisés par les inscrits (cat. A, B, C) et le flux mensuel d'entrée au chômage comme la moyenne des travailleurs entrant dans les listes de pôle emploi (cat. A, B, C) divisée par l'emploi intérieur des comptes trimestriels de l'Insee. La figure 2 montre la probabilité pour un chômeur de devenir travailleur (axe de gauche) et la probabilité pour un travailleur de devenir chômeur (axe de droite).[4]

Au cours des cycles économiques, les pertes d'emploi sont en général moins volatiles que les nouveaux emplois. C'est ce confirme la figure 2. La probabilité mensuelle de devenir chômeur est passée de 1,61% au dernier trimestre de 2007 à un pic à 1,9% deux ans plus tard, avant de se stabiliser autour de 1,82% depuis la fin de 2010. Au cours de la même période, la probabilité de passer du chômage à un emploi, elle, a chuté de 50%, passant de plus 14,6% à 9,6%[5]. Ainsi, les pertes d'emploi de 2009 ont contribué à la hausse rapide du chômage mais, comme le notent Dubois, Hairault et Le Barbanchon (2011), c'est avant tout le ralentissement des sorties de chômage qui a provoqué la forte hausse du stock de demandeurs d'emploi de 2008 à 2013. Comme les probabilités d'entrée et de sortie du chômage sont relativement stables depuis un an, on aurait pu espérer une inversion de la courbe du chômage, mais malheureusement les derniers chiffres laissent penser que la courbe ne va pas s'inverser à court terme. Ce constat fait écho aux prévisions de l'Insee d'un taux de chômage à 10,6% pour le premier trimestre de 2014 en France métropolitaine.

Hausse pour presque toutes les catégories de sexe et d'âge

La figure 3 montre l'évolution du taux de chômage au sens du BIT de 1975 à 2013 selon la

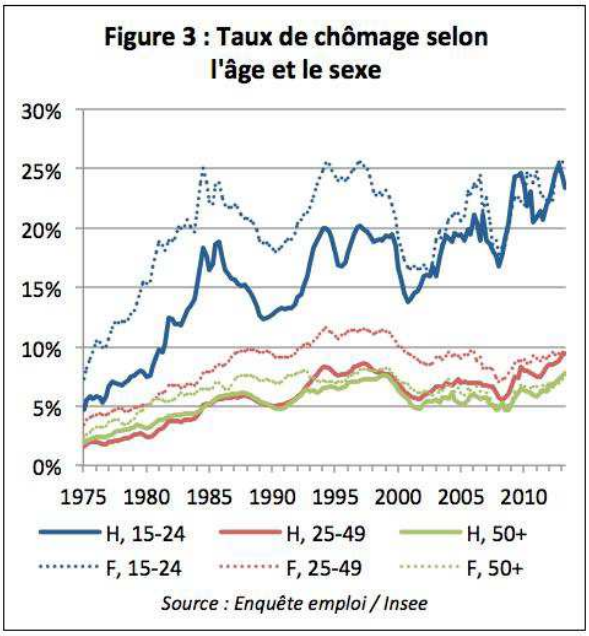
[1] Il existe un débat sur la façon adéquate de « caler » le nombre de chômeurs provenant des deux sources (voir Durieux et al., 2007). Nous motivons notre approche par le fait que nous nous intéressons en priorité au taux de chômage, et non au nombre de chômeurs, et par la nécessité de cohérence entre notre mesure du taux de chômage et de la probabilité de transition entre emploi et chômage telle que définie par Dubois, Hairault et Le Barbanchon (2011).

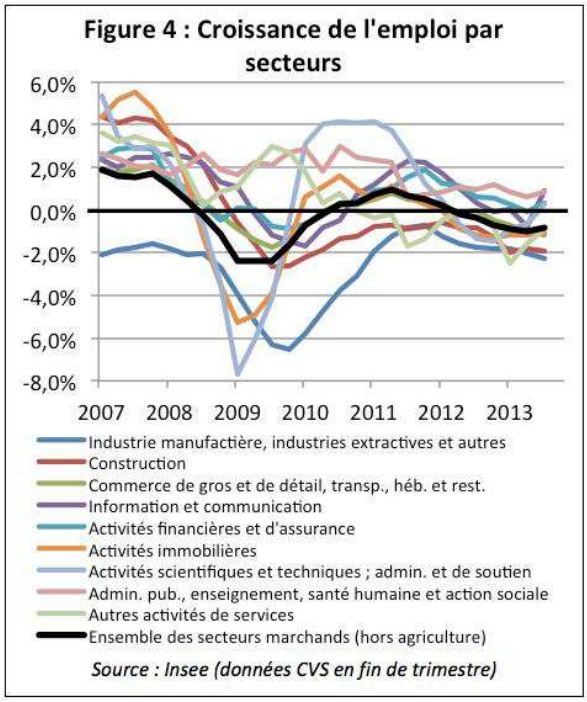
[2] Par exemple, certains chômeurs pourraient ne pas être inscrits sur les listes de pôle emploi. Ou alors, les chômeurs de catégories B et C qui sont exclus parce qu'ils ont exercé une activité réduite au cours du mois pourraient ne pas avoir travaillé au cours de la semaine de référence de l'enquête emploi.

[3] Les flux ne sont pas disponibles pour la catégorie A mais on observe que le chômage des autres catégories suit relativement bien celui de la catégorie A.

[4] La probabilité de connaître au moins une transition dans le mois est 1 - exp(-flux mensuel).

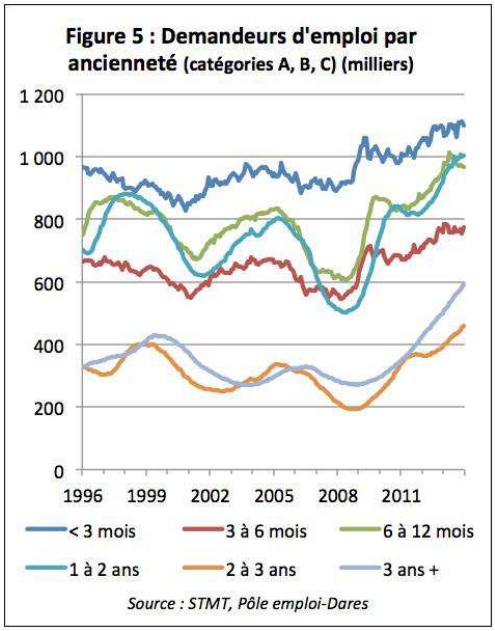
[5] À noter, la baisse de la probabilité de se trouver un emploi depuis 2010 n'est pas due à une baisse du nombre de chômeur de catégories A, B, C sortant des listes de pôle emploi, qui est stable depuis 2010, autour de 463 000 par mois, mais au fait que, comme le montre la figure 6, le nombre de chômeurs inscrits des catégories A, B, C a, lui, augmenté de 25%.





tranche d'âge et le sexe, calculé à partir des données de l'enquête emploi de l'Insee.

Le chômage des jeunes est toujours élevé et il est plus variable au cours du cycle économique, comme ceux-ci bénéficient d'une moins grande protection d'emploi et sont plus facilement remplaçables. Fait intéressant, le chômage des femmes, traditionnellement plus élevé que celui des hommes, a poursuivi sa convergence tout au long de la crise. Ces deux phénomènes ne sont pas uniques à la France, mais sont observés dans plusieurs économies occidentales. Il y a lieu de croire que le taux de chômage féminin a récemment cru moins rapidement que celui des hommes parce que les femmes ont davantage la liberté de se retirer du marché en temps de crise, et parce que la récession a disproportionnellement affecté les secteurs où l'emploi est principalement masculin, tels les industries et la construction, comme le montre la figure 4. Enfin, depuis 2008, on note également une augmentation de 50% du chômage des travailleurs de plus de 50 ans.



Le seul aspect encourageant de ces chiffres est la récente diminution du taux de chômage de deux points pour les jeunes hommes au cours des deux premiers trimestres de 2013. Pour les jeunes femmes, au contraire, il a continué à augmenter et dépassait les 26% au 2e trimestre de 2013, un sommet inégalé depuis l'après-guerre.

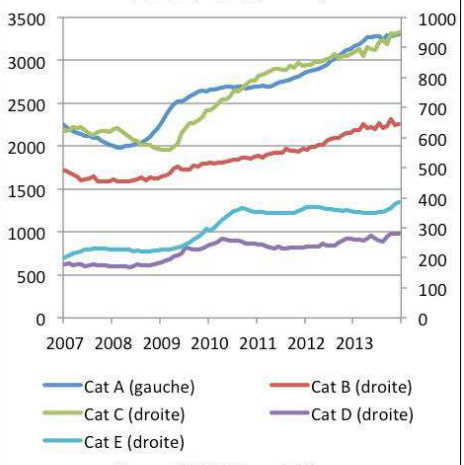
Une baisse du nombre de salariés en 2013

La hausse du chômage au cours de 2013 est une conséquence directe de la baisse de l'emploi en France. En effet, Le nombre total de salariés (secteurs principalement marchands) est descendu à 15,89 millions de français au troisième trimestre, un niveau aussi bas qu'en 2005. Pour mieux comprendre cette faible croissance, la figure 4 décompose le taux de croissance trimestriel de l'emploi par secteur d'activité par rapport au même trimestre de l'année précédente depuis le premier trimestre de 2007. Hormis les secteurs industriels, tous les secteurs étaient en croissance en 2007-2008. Durement touchés en 2009 et 2010, la croissance était de retour pour la majorité d'entre eux en 2011, à l'exception notamment du secteur de la construction. Cette embellie sera de courte durée, car 2012 et 2013 auront été des années de contraction ou de croissance nulle pour tous les secteurs d'activité, à l'exception du secteur de l'Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (hors emploi public).

L'allongement des périodes de chômage

Une conséquence de la plus faible probabilité de transition vers l'emploi et du ralentissement des flux d'emploi est l'allongement des périodes de chômage, comme le montre la figure 5 décomposant les chômeurs en fonction du temps passé au chômage. Le nombre de chômeurs de très courte durée (moins de 3 mois) est rapidement influencé par la conjoncture économique. Ainsi, l'augmentation de 9 millions à 10 millions en 2009 correspond à la hausse des entrées au chômage, visible dans la figure 3. Le même « choc » se répercute ensuite sur les chômeurs de 3-6 mois, de

Figure 6 : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie (A, B, C, D, E) (milliers)



Source : STMT, Pôle emploi-Dares
(voir note 6 pour définition des catégories)

6-12 mois et de 1-2 ans. L'augmentation des stocks de demandeurs d'emploi à partir de 2012 semble, elle, refléter la baisse subséquente des sorties de chômage vers l'emploi.

Quant au chômage de longue durée (2-3 ans et +3 ans), il a traditionnellement été élevé en France par rapport à celui des pays au marché du travail plus dynamiques. Mais le ralentissement des embauches à partir de 2009 a encore accru le nombre de chômeurs de cette catégorie, qui a essentiellement doublé entre 2009 et 2013. Plus que le chômage à court terme, le chômage à long terme peut se révéler très problématique, car il entraîne une perte importante de capital humain, il affecte le moral des chômeurs et la confiance des employeurs quant à leur employabilité. Une étude récente de Ghayad (2013) montre que face à deux CV (identiques hormis la durée du non-emploi), les employeurs américains ne rappellent presque plus les candidats au chômage depuis plus de 10 mois, peu importe qu'ils aient de l'expérience dans le domaine ou non. Une telle expérience n'a pas été conduite pour la France, mais on peut imaginer que les résultats seraient de nature comparable.

Hausse soutenue des demandeurs d'emploi des principales catégories A, B, C

La figure 6 décompose les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction de leur statut (A, B, C, D, E)[6]. Depuis 2011, toutes les catégories de chômeurs pour qui on demande des actes positifs de recherche (A, B et C) ont augmenté significativement. La situation des trois derniers mois, par contre, est différente. Alors que la croissance du nombre de chômeurs des catégories A B et C a ralenti, les catégories D et E étaient en forte progression au cours des trois derniers mois. Cependant, le taux de croissance mensuel du nombre total de demandeurs d'emplois (catégories A à E) n'a pas ralenti en 2013. Il était de 0,5% en moyenne entre décembre 2012 et septembre 2013, et de 0,6% en moyenne de septembre à décembre 2013.

Offres d'emploi : un espoir ?

L'évolution du chômage est intimement liée à la demande de main d'œuvre et, surtout, à l'ouverture de nouveaux postes. Entre 2012 et l'été 2013, tous les types d'offres (collectées et satisfaites) ont diminué en volume, annulant les gains réalisés entre 2009 et 2011. Cependant, on constate une augmentation notable de juillet à novembre 2013 des offres collectées pour tous les types d'emplois, incluant une augmentation de 8,3% des offres d'emploi durables. Malheureusement, des données comparables pour les offres satisfaites ne sont pas disponibles pour cette période, mais il y a lieu d'être optimiste, sachant que les offres satisfaites varient en parallèle avec les offres collectées.

Conclusion

La situation de l'emploi en France s'est détériorée pour la plupart des indicateurs étudiés. De plus, le très bas taux de sortie des listes de Pôle emploi ne permet pas d'espérer une reprise significative à court terme. Un indicateur encourageant est la hausse récente des offres d'emploi collectées par Pôle emploi, mais il faudra attendre pour confirmer si la tendance se maintient et si ces offres se voient converties en emplois supplémentaires. Une relance de l'emploi serait aussi très bénéfique au point de vue de l'équilibre financier précaire du régime de l'assurance chômage.

[6] Pôle emploi définit les catégories suivantes de demandeurs d'emploi :
- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie…), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi et en contrat de sécurisation professionnelle (CSP) ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire de actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Source: http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/categor-demandes-emploi-anpe.htm

Références

Audenis, C., Clavel, L., Quille, B. et Sutter, C. (2013). Note de conjoncture, décembre 2013 - Reprise poussive., Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Durieux, B., du Mesnil du Buisson, M.A., Nanteuil, Y., Grivel, N., Remond S., et Wanecq, T (2007). *Rapport sur les méthodes statistiques d'estimation du chômage.*, Inspection générale des Finances, Inspection générale des Affaires sociales.

Dubois, Y., Hairault, J.-O., Barbanchon, T. L. et Sopraseuth, T. (2011). *Flux de travailleurs au cours du cycle conjoncturel.* Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Post-Print and Working Papers) hal-00651968, HAL.

Ghayad, R. (2013). *The Jobless Trap.*, Department of Economics of Northeastern University and the Federal Reserve Bank of Boston.

Shimer, R. (2012). Reassessing the ins and outs of unemployment. *Review of Economic Dynamics* 15: 127-148.

Le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) est un laboratoire d'excellence (labex) financé par l'ANR.

© LIEPP 2014

LIEPP, 27 rue Saint Guillaume, 75007 Paris
+33(0)1.45.49.83.61 - liepp@sciencespo.fr
www.sciencespo.fr/liepp

Dir. de publication : E. Wasmer & C. Woll